

EXHIBIT 1

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

DE NICE

R.G. : 12/00947

Minute n° : 13/00205 : 3ème Chambre civile

Du : 04 Avril 2013

Affaire : Kenneth Gordon EADE / Agata GOTOVA

**EXTRAIT DES MINUTES
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE
DÉPARTEMENT des ALPES MARITIMES**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

12 AVR. 2013

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE
(DÉPARTEMENT des ALPES MARITIMES)

SIÈGEANT AU PALAIS DE JUSTICE
Place du Palais 06537 NICE Cedex 4

A RENDU LA DÉCISION DONT LA TENEUR SUIT :

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE
GREFFE
(Décision Civile)

JUGEMENT : Kenneth Gordon EADE c/ Agata GOTOVA

MINUTE N° 13/205
Du 04 Avril 2013
3ème Chambre civile
Rôle N°12/00947

**Par jugement de la 3ème Chambre civile en date du
quatre Avril deux mil treize**

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Madame CURETTI, Présidente,
assistée de Madame ARCUCCI, Greffier, présente uniquement aux
débats.

Vu les Articles 801 à 805 du Code de Procédure Civile sans
demande de renvoi à la formation collégiale ;

DÉBATS

A l'audience publique du 24 janvier 2013 le prononcé du jugement
a été fixé au 28 mars 2013.

PRONONCE

Par mise à disposition au greffe le 04 Avril 2013 après prorogation
du délibéré, signé par Madame CURETTI, Présidente et Madame
ARCUCCI, Greffier auquel la minute de la décision a été remise par
le magistrat signataire.

NATURE DE LA DÉCISION : contradictoire, en premier ressort, au
fond.

Grosse délivrée à
Me Gérard BAUDOUX

expédition délivrée à
Me Patrick GAYETTI

le 11.04.2013

mentions diverses

DEMANDEUR

Monsieur Kenneth Gordon EADE
6399 Wilshire Bld
Suite 507

LOS ANGELES CA 90048 -USA-
représenté par Me Gérard BAUDOUX, avocat au barreau de NICE, avocat
plaidant

DEFENDERESSE

Madame Agata GOTOVA
51 Chemin du Ténac
Villa le Coin Joli
06240 BEAUSOLEIL

représentée par Me Patrick GAYETTI, avocat au barreau de NICE, avocat
plaidant

FAITS ET PROCEDURE

Suivant exploit d'huissier délivré le 14 février 2012, monsieur Kenneth Gordon EADE a fait assigner madame Agata GOTOVA devant le tribunal de grande instance de Nice afin d'obtenir, sur le fondement de la Convention franco monégasque du 21 septembre 1949, l'exequatur en France du jugement prononcé le 18 novembre 2011 par la Cour supérieure de l'Etat de Californie, du jugement rendu le 14 décembre 2009 par la Cour Supérieure de Los Angeles, et du jugement rendu par la Cour Supérieure de Los Angeles le 25 octobre 2010.

Par conclusions signifiées par RPVA le 10 janvier 2013, madame Agata GOTOVA a conclu au débouté de monsieur Kenneth Gordon EADE de l'ensemble de ses demandes, et à sa condamnation au paiement de la somme de 5.000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile et aux dépens.

Par conclusions signifiées le 23 janvier 2013, monsieur Kenneth Gordon EADE a sollicité la révocation de l'ordonnance de clôture, en l'état de conclusions aux intérêts de madame Agata GOTOVA signifiées le jour de la clôture, et a maintenu ses demandes initiales.

Par ordonnance du 22 novembre 2012, la clôture a été fixée au 10 janvier 2013, et le dossier plaidé à l'audience du 24 janvier 2013.

MOTIFS DE LA DECISION

Aux termes de la jurisprudence découlant de l'article 509 du code de procédure civile, il appartient à l'autorité compétente de vérifier si la décision dont l'exequatur est demandé réunit les conditions suivantes :

- la décision d'après la loi de l'Etat où elle a été rendue, ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire ou d'un pourvoi en cassation ;
- la décision émane d'une autorité compétente d'après les règles de conflit de l'Etat requis ;
- la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public de l'Etat où elle est invoquée ou aux principes de droit public applicables dans cet Etat.

Madame Agata GOTOVA excipe du fait que les décisions ont été rendues alors qu'elle était (pour certaines) absente du territoire américain.

Elle relève en outre que son époux s'abstient de lui régler la pension alimentaire mise à sa charge par le jugement de divorce. Elle estime en outre que ces décisions ne sont pas équitables.

Il n'appartient cependant pas au juge français de revenir sur les termes des décisions étrangères, mais de s'assurer qu'elles respectent les conditions précitées

En l'espèce l'examen des décisions judiciaires dont s'agit démontre que les conditions ainsi posées sont toutes réunies.

Il est en effet établi que les jugements ont été prononcés par des juridictions dont la compétence n'est pas contestable, et que les jugements sont à ce jour définitifs.

Madame Agata GOTOVA a régulièrement été convoquée, et lors de l'audience ayant donné lieu au jugement du 18 novembre 2011, elle a pu faire valoir ses arguments en défense.

Par ailleurs, il n'apparaît pas choquant ou contraire à l'équité que monsieur Kenneth Gordon EADE ait été condamné à régler les honoraires d'avocat de son ex épouse, cette condamnation s'assimilant en France à une condamnation au paiement des frais irrépétibles adverses.

Par ailleurs, lesdits jugements n'apparaissent pas contraires à l'ordre public de fond ou de procédure. Sur ce dernier point il importe notamment de vérifier que la procédure suivie à l'étranger a respecté les principes essentiels du procès, à savoir le principe du contradictoire, la possibilité pour les parties d'être entendues et de se défendre, ce qui est le cas en l'espèce.

En conséquence, il y a lieu de faire droit à la demande d'exéquatur, en laissant les dépens à la charge de monsieur Kenneth Gordon EADE.

PAR CES MOTIFS

LE TRIBUNAL,

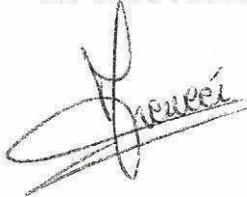
Statuant après débats en audience publique, par mise à disposition au greffe, par décision contradictoire et en premier ressort,

- DECLARE exécutoires en France le jugement prononcé le 18 novembre 2011 par la Cour supérieure de l'Etat de Californie, le jugement rendu le 14 décembre 2009 par la Cour Supérieure de Los Angeles, et le jugement rendu par la Cour Supérieure de Los Angeles le 25 octobre 2010.;

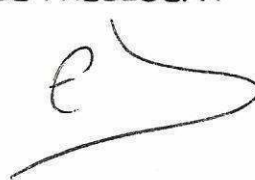
- LAISSE les dépens à la charge de monsieur Kenneth Gordon EADE ;

AINSI JUGE ET PRONONCE PAR MISE A DISPOSITION AU GREFFE DE LA TROISIEME CHAMBRE CIVILE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE A LA DATE SUSVISEE.

LE GREFFIER



LE PRESIDENT



R.G. : 12/00947 #1622

Minute n° : 13/00205 : 3ème Chambre civile

Du : 04 Avril 2013

Affaire : Kenneth Gordon EADE / Agata GOTOVA

EN CONSÉQUENCE

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mande et Ordonne :

A tous Huissiers de Justice, sur ce requis, de mettre la présente décision à exécution.

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main.

A tous Commandants et Officiers de la Force Publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Pour expédition certifiée conforme,
revêtue de la formule exécutoire
Délivrée le 11 Avril 2013

Le Greffier,



Gérard Baudoux
Law Firm

In association with

Mrs. Nathalie Elmeznino

In collaboration with

Mrs. Candice Soléan

Mrs. Cindy Marafico

EADE Kenneth
Attorney in Law
6399 Wilshire Blvd. Suite 507
LOS ANGELES
CA 90048

By email:

keneade@gmail.com

NICE, 12 April, 2013

N/REF: EADE KENNETH GORDON / GOTOVA
11313 – GB//SL

Dear Sir, Dear Colleague,

It is my pleasure to address you a copy of the decision issued by the 3rd Civil Division of the Nice Regional Court (Tribunal de grande instance) on 4, April 2013. This copy was just delivered to me by the Civil Registry services; it grants our request.

I now need to proceed to the notification of this decision to lawyer and to party.

Hoping you receive in due time this letter,

I have the honor to remain, Sir, yours faithfully,

Your colleague,

Gérard BAUDOUX
- signature illegible -

8, rue Alfred Mortier - 06000 Nice - Tél. 04 93 80 63 01

Fax 04 93 62 30 11 - Case Palais N. 299

gerard-baudoux@baudoux-avocats.com

Member of an approved association, payment by check of amounts due is accepted.

NICE
REGIONAL COURT

R.G. : 12/00947
Original draft N. : 13/00205: 3rd Civil Division
On : 4, April 2013
Case : Kenneth Gordon EADE / Agata GOTOVA

EXTRACT FROM THE ORIGINAL DRAFT
NICE REGIONAL COURT
DEPARTMENT of the ALPES MARITIMES

FRENCH REPUBLIC
IN THE NAME OF THE FRENCH PEOPLE

Seal: 12, April 2013

NICE REGIONAL COURT
(DEPARTMENT of the ALPES MARITIMES)

SITTING IN THE COURT HOUSE
Place du Palais 06537 NICE Cedex 4

ISSUED THE FOLLOWING DECISION:

AIX EN PROVENCE COURT OF APPEAL
NICE REGIONAL COURT
CIVIL REGISTRY
(Civil Decision)

DECISION: Kenneth Gordon EADE V. Agata GOTOVA

ORIGINAL DRAFT N. 13/205

On 4, April 2013

3rd Civil Division

Cause list N. 12/00947

On decision by the 3rd Civil Division on the fourth of April
two thousand and thirteen

COMPOSITION OF THE COURT

Mrs. CURETTI, President,
Assisted by Mrs. ARCUCCI, Civil Registrar, present only during
debates.

In view of Articles 801 through 805 of the Civil Procedure Code
without proposal for referral for full Court;

DEBATES

At the public hearing on 24, January 2013, judgment was set to
28, March 2013.

JUDGMENT

Put at the disposal of the Civil Registry on 4, April 2013, after
adjournment of the deliberation, signed by Mrs. CURETTI,
President and Mrs. ARCUCCI, Civil Registrar to whom the
original draft of the decision was handed by the signatory judge.

NATURE OF THE DECISION: contradictory, in first instance, on
the substance.

Engrossment delivered to Gérard BAUDOUX

Sending delivered to Patrick GAYETTI

On 04.11.2013 [m.d.y.]

Various mentions

CLAIMANT

Mr. Kenneth Gordon EADE

6399 Wilshire Blvd

Suite 507

LOS ANGELES CA 90048 -USA-

represented by Gérard BAUDOUX, lawyer at the NICE bar, trial lawyer

DEFENDANT

Mrs. Agata GOTOVA

51 Chemin du Ténac

Villa le Coin Joli

06240 BEAUSOLEIL

represented by Patrick GAYETTI, lawyer at the NICE bar, trial lawyer

FACTS AND PROCEEDINGS

Through writ by the court officer issued on 14, February 2013, Mr. Kenneth Gordon EADE had Mrs. Agata GOTOVA summoned before the Nice Regional Court in order to obtain, on the basis of the Franco-Monegasque Agreement of 21, September 1949, exequatur in France of the decision issued on 18, November 2001 by the Superior Court of the state of California, of the decision issued on 14, December 2009 by the Superior Court of Los Angeles, and of the decision issued on 25, October 2010 issued by the Superior Court of Los Angeles.

Through conclusions notified by RPVA¹, on 10, January 2013, Mrs. Agata GOTOVA came to the conclusion of nonsuit of all of Mr. Kenneth Gordon EADE's requests as well as the costs of EUR, 5000 he is ordered to pay under article 700 of the Civil Procedure Code.

Through conclusions notified on 23, January 2013, Mr. Kenneth Gordon EADE requested revocation of the order for the termination in the state of conclusions in the interest of Mrs. Agata GOTOVA notified on the day of termination, and he has maintained his initial requests.

By order of 22 November 2012, termination had been set on 10, January 2013, and the case had been pleaded on 24, January 2013.

REASONS FOR THE DECISION

After reviewing the jurisprudence related to article 509 of the Civil Procedure Code, the competent authority shall examine whether the decision whose exequatur is requested meets the following conditions:

- the decision according to the law of the state where it was issued cannot be subject to ordinary appeal nor to appeal to the Court of Cassation²;
- the decision was issued by a competent authority according to the rules on conflicts of the required state;
- the decision does not comprehend anything contrary to law and order of the state where it is summoned or to the principle of public law applicable in the state.

Mrs. Agata GOTOVA pleads to the fact that decisions have been issued while she was absent (for some of those decisions) from the US territory.

Besides, she underscores that her husband does not pay alimony imposed by the court decision on divorce. Besides, she considers those decisions are not equitable.

The French judge, though, is not competent for issuing a point of view on these foreign decisions; he only ought to ensure they meet the aforesaid conditions.

In this case, the examination of these Court decisions demonstrates all aforesaid conditions are met.

It is indeed established as undeniable that these decisions had been issued by jurisdictions whose competence is not to be contested. Hence, these decisions are, to this day, final.

¹ 'Lawyers private online network', used by lawyers for internal communications.

² Supreme Court of Appeal.

Mrs. Agata GOTOVA was regularly summoned to court and during the hearing at the outset of which the 18, November 2011 decision was issued, she had the opportunity to make the case for her arguments in defense.

Besides, it does not appear shocking nor against equity that Mr. Kenneth Gordon EADE was ordered to pay the attorney's fees of his ex-wife; in France, this ordering is assimilated to adverse irrecoverable costs.

Besides, these decisions do not appear as contrary to law and order in substantive or procedural terms. About this latter point, it is important to examine whether the procedure carried out abroad met the essential principles of the trial, namely the principle of an adversarial process, the opportunity for the parties to be heard and to defend themselves - in this case, these conditions are met.

Consequently, it is deemed justified to enforce the request for exequatur, the costs being the burden of Mr. Kenneth Gordon EADE.

FOR THESE REASONS

THE COURT

After the oral proceedings in open court setting, by putting at the disposal of the Civil Registry, by contradictory decision in first instance,

- **RULES** executory in France the decisions issued on 18, November 2011 by the Superior Court of the state of California, the decision issued on 14, December 2009 by the Superior Court of Los Angeles, and the decision issued on 25 October, 2010 by the Superior Court of Los Angeles;
- **LEAVES** costs burden to Mr. Kenneth Gordon EADE;

THUS JUDGED AND PRONOUNCED THROUGH PUTTING AT DISPOSAL OF THE CIVIL REGISTRY OF THE 3rd CIVIL DIVISION OF NICE REGIONAL COURT ON THE AFOREMENTIONED DATE.

CIVIL REGISTRAR

- signature illegible -

THE PRESIDENT

- signature illegible -

*Seal: TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE (A.M.) – GREFFE CIVIL –
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE [NICE REGIONAL COURT (Alpes Maritimes) – CIVIL
REGISTRY – FRENCH REPUBLIC]*

R.G. : 12/00947
Original draft N. : 13/00205: 3rd Civil Division
On : 4, April 2013
Case : Kenneth Gordon EADE / Agata GOTOVA

CONSEQUENTLY

THE FRENCH REPUBLIC

Summons and orders:

To all Court Bailiffs to enforce the present decision.

To Attorneys General and District Attorneys at the Regional
Courts to uphold and enforce the decision.

To Commanders and Officers of the Police force to commit to
helping when legally required.

Delivery certified by order for enforcement

Delivered on 11, April 2013

The Registrar,

- signature illegible -

Seal: TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NICE (A.M.) – GREFFE CIVIL –
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE [NICE REGIONAL COURT (Alpes Maritimes) – CIVIL
REGISTRY – FRENCH REPUBLIC]

Traduction du français à l'anglais



Vu pour légalisation de la signature
de M. GABRIEL LEBLANC
apposée ci-contre - dessus - dessous
Arlon, le 24/05/2013
Le Président du Tribunal, *J*

W Phauré

GABRIEL LEBLANC
89, RUE DE MARTUÉ
6821, LACUISINE
BELGIQUE - BELGIUM

*Traducteur juré,
pour traduction conforme,*

Cheble